

Yvonne Galinier : « je les accuse [les militaires français] parce que j'ai été contrôlée, tout le monde a été contrôlé. Il y avait des barrages partout, un peu partout dans le pays. [...] Sur les barrages, il y avait des drapeaux français et des drapeaux rwandais qui flottaient sur un même piquet »

Transcription partielle de l'émission « Le Grand Forum »,
diffusée le 7 mars 1998 sur Canal+.

Liens :

<https://www.youtube.com/watch?v=zYBrdZwhvNc> (première vidéo)

<https://www.youtube.com/watch?v=cxrjOXXyVeE> (seconde vidéo)

*



YVONNE GALINIER SUR LE PLATEAU DE CANAL+, LE 7 MARS 1998.

NB. – Les principaux bégaiements ainsi que les acquiescements de complaisance ont été supprimés.

[Première vidéo]

[Début de la transcription à 00' 01'']

Philippe Gildas : Bienvenue au Grand Forum, qui accueille le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine. Et face à lui, Pierre Lellouche, le député, l'expert diplomatique de Jacques Chirac. Je sais, on dit que la politique internationale, ça n'intéresse pas les Français. Sauf..., quand la guerre menace en Irak. Sauf quand le Kosovo, ça peut être une nouvelle Bosnie avec son cortège de monstruosités à suivre. L'Afrique, le Zaïre, la France embourbée au Rwanda, c'est encore de l'international. Internet, fax, minitel pour participer au débat. Et vous verrez à travers les réponses d'Hubert Védrine aux questions des lycéens et étudiants que la France a encore un rôle à jouer dans le monde ! C'est Le Grand Forum.

[Il y a une coupe et l'émission reprend à la fin d'un débat agité]

[00' 39'']

Philippe Gildas : Oui, eh bien..., je vous avais prévenu que je ne pourrai pas [plusieurs personnes s'invectivent mais on entend notamment une voix masculine dire : « On peut passer à l'Afrique ? »].

[00' 45'']

Philippe Gildas : J'aurais honte..., j'aurais honte si je ne donnais pas la parole à Yvonne Galinier. Vous allez comprendre pourquoi. On l'a fait venir sur ce plateau, il nous reste moins de cinq minutes. Et vous qui lisez les journaux – je le vois bien d'ailleurs, là, et tout l'intérêt que vous montrez pour l'actualité, y compris internationale –, vous avez entendu parler des problèmes du Rwanda, de l'envie de la France d'envoyer une enquête. Pardon, une mission parlementaire. Je voudrais qu'Yvonne Galinier nous raconte pourquoi elle est aujourd'hui en France et comment elle y est arrivée.

[01' 15'']

Yvonne Galinier : Bon, moi, je viens du Rwanda. J'y ai vécu pendant tout le temps et j'ai quitté le Rwanda à cause du génocide qui a eu lieu en 1994. Et..., je ne vais pas détailler en ce qui concerne le génocide.

[01' 26'']

Philippe Gildas : Non, mais dans quelles conditions vous êtes sortie ?

[01' 29'']

Yvonne Galinier : Dans ces conditions... Moi j'étais à Kigali et puis il y a eu des problèmes. L'avion d'Habyarimana, l'ex Président du Rwanda, a été abattu. Et à ce moment-là – le génocide avait été planifié d'avance –, ils ont commencé à massacrer, à tuer, à exterminer les Hutu modérés et les..., tous les Tutsi.

[01' 49'']

Philippe Gildas : Ce sont les milices hutu soutenues par le gouvernement.

[01' 51'']

Yvonne Galinier : Ce sont les miliciens du MRND soutenus par le gouvernement et soutenus par la France [derrière Yvonne Galinier, on peut lire sur un grand écran : « *RWANDA / D'AVRIL A JUILLET 1994 / ENTRE 500 000 ET 800 000 / TUTSIS ET HUTUS / SONT TUES PAR / LES EXTREMISTES HUTUS* ». Puis apparaît ensuite une carte du Rwanda et des pays frontaliers]. Je parle par..., de ça. Je voudrais bien vous poser une question Monsieur le ministre. Vous avez déclaré dans le débat en disant qu'il faudrait une partition de ce pays en Hutuland et Tutsiland. Alors je voudrais savoir : les Hutu, c'est... Hutu-Tutsi, c'est les ethnies du Rwanda. Et Twa. Alors je voudrais savoir comment différencier un Hutu d'un Tutsi si ce n'est pas par cette carte d'identité que le gouvernement d'Habyarimana avait imposée, où c'est marqué : « Hutu », « Tutsi » et « Twa » [elle montre sa carte d'identité face caméra]. Alors je voudrais encore savoir ce qu'a fait...

[02' 28'']

Philippe Gildas : Vous dites que c'est en fait ces cartes d'identité qui étaient racistes, hein ?

[02' 31'']

Yvonne Galinier : Oui, je... C'est ces cartes d'identité. Alors je voudrais savoir pourquoi, Monsieur le ministre...

[02' 34'']

Philippe Gildas : Et vous allez plus loin, pardonnez-moi. Vous allez plus loin : vous accusez les militaires français qui étaient en 93-94 pour aider l'Etat, hein...

[02' 41'']

Yvonne Galinier : Oui, oui, je les accuse...

[02' 42'']

Philippe Gildas : D'avoir participé au contrôle de ces cartes.

[02' 44'']

Yvonne Galinier : Oui, je les accuse parce que j'ai été contrôlée, tout le monde a été contrôlé. Il y avait des barrages partout, un peu partout dans le pays. Et on était contrôlé par les... Sur les barrages, il y avait des drapeaux français et des drapeaux rwandais qui flottaient sur un même piquet...

[02' 57'']

Philippe Gildas : Ouais. Yvonne, si vous le permettez, je vais même dire la chute de votre histoire : malheureusement, c'est que, si vous êtes ici, c'est parce que des Belges – et pas des Français ! – ont accepté de vous cacher dans un camion et de vous faire sortir. Les Français ne voulaient pas prendre le risque.

[03' 07'']

Yvonne Galinier : Quand je suis arrivée, les Français m'ont dit : « C'est votre guerre, c'est votre barbarie. Vous assumez votre guerre. On ne va pas vous prendre ». Alors que j'étais avec mon mari..., mon ami qui est venu, qui est devenu mon mari aujourd'hui.

[03' 17'']

Philippe Gildas : Non, non, mais vous dites ça... Mais vous savez combien il y a eu de morts là-bas ?

[03' 20'']

Yvonne Galinier : C'est plus d'un million de morts, des Tutsi qui ont été tués et des Hutu modérés au pouvoir...

[03' 23'']

Philippe Gildas : Vous ne pouvez pas dire [inaudible]. Pardonnez-moi de vous dire ça.

[03' 25'']

Yvonne Galinier : Et je voudrais savoir pourquoi la France a envoyé les militaires français pour entraîner les miliciens qui nous ont massacrés ?

[03' 30'']

Philippe Gildas : Alors, c'est... Que... D'où vient cette incompréhension ? Parce que c'est pour ça que je prenais cette illustration, qui se traduit de façon formelle, personne ne comprend ça aujourd'hui, mais qui se fait comprendre dans cette mission d'enquête ? Pourquoi ? Enfin, cette mission parlementaire. Expliquez-nous...

[03' 42'']

Hubert Védrine : Monsieur, Monsieur...

[03' 42'']

Philippe Gildas : Qu'est-ce que la France a fait ?

[03' 43'']

Hubert Védrine : Monsieur Gildas. Je ne peux pas en 30 secondes traiter ce sujet...

[03' 47'']

Philippe Gildas : Non !

[03' 47'']

Hubert Védrine : Il n'y a aucun des points sur lequel [sic] ça correspond à ce que je crois. Aucun ! [Un autre message apparaît derrière Yvonne Galinier, sur grand écran : « *LE NETCAFE DE CANAL+ / INTERNET WWW.CPLUS.FR / La France a soutenu des dictateurs en / Afrique. Aujourd'hui, ces dictateurs se / sont fait renversés [sic] / et il est clair que / nous ne sommes sûrement pas / les bienvenus là-bas.* »] Donc, si vous voulez traiter de ce sujet, vous faites une émission sur le sujet, je pense.

[03' 57'']

Philippe Gildas : Vous voulez dire que vous n'êtes pas... Vous ne pensez pas, pardon.

[03' 59'']

Yvonne Galinier : Vous nous devez une explication...

[04' 00'']

Philippe Gildas : Eh, s'il vous plaît, derrière !

[04' 01'']

Hubert Védrine : Non mais, pardon...

[04' 02'']

Yvonne Galinier : Vous nous devez une explication Monsieur le ministre !

[04' 03'']

Hubert Védrine : Oui, oui, attendez...

[04' 04'']

Yvonne Galinier : Il y a eu un million de morts !

[04' 06'']

Hubert Védrine : Madame...

[04' 06'']

Yvonne Galinier : Il y a des militaires français qui étaient là ! Il y a..., l'administration française qui était là !

[04' 09'']

Hubert Védrine : Oui, je sais bien !

[04' 10'']

Yvonne Galinier : Et l'ambassadeur français a dit, quand il y avait des massacres, etc.

[04' 13'']

Hubert Védrine : Oui, donc je propose... D'accord.

[04' 14'']

Yvonne Galinier : En disant que c'est des rumeurs, qu'il n'y a rien qui se passe !

[04' 16'']

Hubert Védrine : Madame, je propose...

[04' 17'']

Philippe Gildas : Qu'on fasse une nouvelle émission !

[04' 18'']

Hubert Védrine : Attendez. Je propose [on entend une voix masculine dire : « C'est presque toute la politique africaine... »]...

[04' 20'']

Philippe Gildas : Attendez ! Laissez-le parler.

[Fin de la transcription à 04' 22'']

[Seconde vidéo]

[Début de la transcription à 00' 01'']

Hubert Védrine : C'est un sujet très sérieux, horriblement grave. Il y a des gens très, très compétents sur le sujet, comme Monsieur Bayart qui est en face de moi. Il y a toute sorte de gens qui ont des choses à dire. Vous ne pouvez pas traiter ce sujet en une minute ! Et je ne veux pas heurter la sensibilité légitime de cette personne qui vient de s'exprimer en lui disant qu'à mon avis, ce qu'elle dit sur ce qu'a été la politique française n'est pas exact ! Et même horriblement injuste. Alors je n'ai pas le temps de développer ça, point par point. Mais vous pouvez...

[00' 27'']

Un homme assis à la gauche d'Yvonne Galinier : S'il vous plaît, je peux dire..., parce que je ne vais pas pouvoir parler, là ! [Inaudible], ça va être un peu [inaudible, plusieurs personnes parlent en même temps]...

[00' 29'']

Philippe Gildas : Non, mais... Monsieur Bayart, est-ce que vous pouvez..., est-ce que vous pouvez essayer de [inaudible]...

[00' 33'']

Hubert Védrine : [inaudible] Monsieur Gildas, je ne peux pas [inaudible] leur proposition. Je dis que si Monsieur Gildas veut vraiment traiter de ce sujet, il fait une émission d'une heure ou deux sur le sujet [on entend une voix masculine dire : « Sur la politique africaine, oui c'est ça... On ne peut pas... On ne va pas avoir la parole, c'est dommage. C'est dommage, ouais... »].

[00' 40'']

Hubert Védrine : Pour qu'on puisse expliquer l'ensemble du contexte. Et que les uns et les autres reprennent la chronologie des différents éléments. Et pourquoi il y a des présentations qui sont radicalement différentes de ce qui s'est passé [plusieurs personnes parlent en même temps mais quelqu'un dit : « Il faudra faire la lumière de toute manière »].

[00' 54'']

Philippe Gildas : Monsieur Bayart. Très court.

[00' 56'']

Jean-François Bayart : C'est la raison pour laquelle j'ai personnellement signé le..., la demande d'une commission d'enquête parlementaire. Je ne suis pas un pétitionnaire professionnel mais je crois que ces sujets sont extrêmement graves. Et par exemple, en ce qui concerne la question des contrôles d'identité, nous avons votre témoignage. Moi-même, j'avais recueilli à l'époque des témoignages corroborant votre..., vos propres dires. Lors d'un colloque que nous avons organisé au CERI, auquel participait d'ailleurs le ministre Védrine, le général Quesnot a nié qu'il y ait eu...

[01' 20'']

Philippe Gildas : D'accord, mais pourquoi...

[01' 21'']

Jean-François Bayart : Donc, je crois qu'il y a des questions extrêmement compliquées et qu'il faut effectivement en débattre.

[01' 22'']

Philippe Gildas : La France s'est trouvée impliquée comment Monsieur Bayart ? Pourquoi la France s'est trouvée embarquée dans cette..., de cette façon, dans cette affaire ?

[01' 28'']

Jean-François Bayart : Il peut y avoir une espèce de glissement progressif. Moi je crois que dès 1990, l'intervention militaire de la France a été une erreur politique et que, de fil en aiguille, la France a effectivement couvert et cautionné un errement...

[01' 38'']

Philippe Gildas : Ouais. Monsieur Lellouche, Monsieur Lellouche.

[01' 40'']

Pierre Lellouche : Bon, écoutez. Maintenant, il y a une mission d'information qui a été désignée la semaine dernière...

[01' 43'']

Jean-François Bayart : Ça n'est pas une commission d'enquête parlementaire !

[01' 45'']

Philippe Gildas : Non, mais c'est une mission parlementaire [plusieurs voix s'élèvent dans le public]. Monsieur Lellouche, allez-y, vous n'allez plus avoir le temps.

[01' 47'']

Pierre Lellouche : Ce n'est pas mon choix. Le président socialiste de la commission de la Défense a décidé d'une mission d'information. Moi, je souhaite en être membre. Simplement, je veux dire que cette politique a commencé le 4 octobre 1990, sous le Président Mitterrand, qu'elle a conduit à une opération, qui était l'opération Noroît, qui était une opération de montée en puissance des forces

rwandaises. Et qu'il faudra faire les comptes ! Ce que je ne voudrais pas, c'est que les militaires français servent de lampistes à une politique qui a été menée et voulue par l'ancien président de la République. Et qui a été... Et, permettez-moi, et qui a été [plusieurs voix s'élèvent à nouveau dans le public. On entend l'une d'entre elles dire : « Le Premier ministre était Monsieur Balladur à l'époque ! »]...

[02' 20'']

Pierre Lellouche : Et qui a été changée en 1993 [une voix masculine : « Non, mais c'est toute la politique [inaudible]... »] au moment où Monsieur Balladur est arrivé, où il a été mis fin à cette opération ! Et où le système a été remplacé par l'opération Turquoise...

[02' 31'']

Yvonne Galinier : Sur les accords de paix d'Arusha, Monsieur le député...

[02' 34'']

Pierre Lellouche : Absolument ! Sur les accords de paix d'Arusha...

[02' 35'']

Philippe Gildas : Monsieur, Monsieur...

[02' 36'']

Pierre Lellouche : Alors moi, je suis très favorable, en effet, à ce que l'on regarde les placards de l'Histoire, qu'on ne fasse pas des militaires français les lampistes de cette affaire ! Et que chacun prenne ses responsabilités [plusieurs voix s'élèvent du public].

[02' 44'']

La personne assise à la gauche d'Yvonne Galinier : [inaudible] s'il vous plaît ! Oh, la, la ! Attendez-là !

[02' 46'']

Philippe Gildas : S'il vous plaît ! Monsieur, Monsieur... Monsieur Védrine, il vous reste 50 secondes ! On essaiera de revenir longuement !

[02' 52'']

Pierre Lellouche : Et que, enfin, on [inaudible]... Et qu'on ne tombe pas dans tous les pièges de la propagande américaine [inaudible]...

[02' 54'']

La personne assise à la gauche d'Yvonne Galinier : S'il vous plaît ! Attendez-là... Mais, non... Monsieur Gildas, s'il vous plaît ! Je suis venu pour rien, là !

[02' 59'']

Hubert Védrine : Je voudrais dire simplement que...

[03' 00'']

Philippe Gildas : Etant bien noté que vous ne pouvez pas, en 40 secondes...

[03' 01'']

Hubert Védrine : Non, je ne peux pas. Mais, moi je crois que, tout ce que la France a tenté de faire – malheureusement, elle n'a pas réussi – mais tout ce que la France a tenté de faire, c'est qu'elle a essayé de dépasser cette fatalité Hutu-Tutsi dans un accord qui était symbolisé par les accords d'Arusha...

[03' 14'']

Pierre Lellouche : Absolument ! Absolument.

[03' 15'']

Hubert Védrine : Qui malheureusement a été vidé de son contenu par les extrémistes de toute sorte. Et c'est un..., c'est un immense regret.

[03' 18'']

Yvonne Galinier : Elle n'a pas dépassé, Monsieur le ministre. Elle a soutenu !

[03' 20'']

Hubert Védrine : Non, mais..., vous êtes dans une polémique, là, Madame. Je suis en train de dire...

[03' 22'']

Yvonne Galinier : Non, non ! Ce n'est pas une politique [sic]. Elle a entraîné les miliciens...

[03' 25'']

Hubert Védrine : Voilà.

[03' 25'']

Yvonne Galinier : Qui disaient à la radio nationale rwandaise : « Tuez les Tutsi ! Exterminez les Tutsi ! ». Vous étiez au courant !

[03' 27'']

Hubert Védrine : Madame... Je ne crois pas que vous puissiez dire ça, Madame [on entend une voix féminine dire : « Est-ce que la meilleure manière de sortir du problème, ce n'est pas les Tribunaux internationaux ? »].

[03' 35'']

Hubert Védrine : Pas uniquement, pas uniquement.

[03' 35'']

Yvonne Galinier : Vous avez évacué la femme d'Habyarimana ! Et vous avez laissé des Français [inaudible]...

[03' 37'']

Philippe Gildas : Pas uniquement mais les Français pourraient être autorisés à y aller [plusieurs voix s'élèvent dans le public. Une voix masculine : « Je voudrais revenir là-dessus, sur les responsabilités françaises et [inaudible] les grandes puissances aussi »]. C'est l'information sur laquelle nous terminons ce Grand Forum [un homme dans le public : « Aaah ! ... »].

[Fin de la transcription à 03' 45'']